

Article

« Les revenus et la langue : le cas de la capitale nationale »

Gilles Grenier et Guy Lacroix

L'Actualité économique, vol. 62, n° 3, 1986, p. 365-384.

Pour citer cet article, utiliser l'information suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/601378ar>

DOI: 10.7202/601378ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

LES REVENUS ET LA LANGUE: LE CAS DE LA CAPITALE NATIONALE

Gilles GRENIER

Département de science économique

Université d'Ottawa

Guy LACROIX

Département d'économie

Université Laval

Cette étude analyse les disparités linguistiques de revenus des hommes dans la région Ottawa-Hull à partir des données du recensement de 1981. Après avoir fait dans un premier temps quelques comparaisons de revenus moyens, l'étude procède ensuite au moyen de l'analyse de régression. La variable dépendante est le logarithme du revenu du travail en 1980 et les variables indépendantes sont l'éducation, l'expérience, le nombre de semaines travaillées, le statut matrimonial, le bilinguisme et le transfert linguistique. Étant donné l'importance du gouvernement fédéral comme employeur dans la région, une analyse spéciale est faite avec les travailleurs du secteur public. Parmi les conclusions qui se dégagent de l'analyse, on note que les francophones ont des niveaux de scolarité beaucoup plus faibles que ceux des anglophones et que le bilinguisme, contrairement à ce qui a été observé ailleurs, ne semble pas avoir un effet net positif sur le revenu des francophones. Ce dernier fait peut être attribué au faible nombre de franco-phones unilingues et à la présence d'un biais de sélection. Par contre, la connaissance du français aurait un effet net positif sur le revenu des anglophones, particulièrement ceux qui travaillent dans le secteur public.

Earnings and language: the case of the National Capital. — This paper studies earnings disparities by language group for males in the Ottawa-Hull region using data from the 1981 census. After in a first stage making comparisons of mean earnings, the study then proceeds with regression analysis. The dependent variable is the logarithm of earnings in 1980 and the independent variables are education, experience, number of weeks worked, marital status, bilingualism and language shift. Given the importance of the federal government as an employer in

Les auteurs remercient Gérard Bélanger, Jac-André Boulet et un arbitre anonyme pour leurs commentaires pertinents. Une version préliminaire de ce texte a été présentée au congrès de la Société canadienne de science économique, tenu à l'Université de Montréal, du 21 au 23 mai 1986. Cette recherche a été rendue possible grâce à une subvention du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (subvention 410-84-1152).

the region, a special analysis is done with workers in the public sector. Among the conclusions of the analysis, it is noted that Francophones have much lower education levels than Anglophones, and that bilingualism does not seem to affect positively the earnings of the Francophones, contrary to what was observed elsewhere. This latter result can be attributed to the small number of unilingual Francophones and to the presence of a selection bias. The knowledge of French, however, affects positively the earnings of Anglophones, especially those who work in the public sector.

INTRODUCTION

La question des disparités linguistiques de revenus au Québec a fait l'objet de plusieurs études au cours des quinze dernières années. L'élément de fond de toute cette littérature est certainement la constatation à l'effet que les francophones, qui ont historiquement constitué une forte majorité de la population totale, formaient en 1961 l'un des groupes dont la rémunération moyenne était parmi les plus faibles de la Province. L'apaisement des passions pour la question linguistique au cours des dernières années n'est peut-être pas étranger au rattrapage remarquable des francophones au niveau des revenus sur tous les groupes linguistiques, et principalement les anglophones.

La recherche qui a été effectuée jusqu'à maintenant a porté soit sur la région de Montréal, soit sur le Québec pris dans son ensemble, en distinguant à l'occasion la métropole du reste de la Province. Ainsi, les études de Boulet et de ses co-auteurs se sont penchées principalement sur les disparités linguistiques de revenus dans la région de Montréal (voir, par exemple, Boulet et Raynauld, 1977; Boulet, 1980; Boulet et Lavallée, 1983)¹. Des résultats de ces études, il ressort clairement, ceci est un fait maintenant bien connu, que les disparités de revenus ont fortement diminué depuis les années soixante. Boulet attribue ces changements en grande partie à la présence d'une élite à revenus élevés qui était composée initialement principalement d'anglophones, mais à laquelle les francophones ont accédé maintenant en grand nombre. Selon lui, aussi, une proportion importante des écarts de revenus aurait été «importée», c'est-à-dire qu'elle serait attribuable aux revenus d'anglophones nés à l'extérieur du Québec qui travaillent dans les sièges sociaux des grandes entreprises pan-canadiennes ou multinationales.

Lacroix et Vaillancourt (1981) ont étudié les effets des attributs linguistiques sur les revenus des francophones et des anglophones à Montréal et dans l'ensemble du Québec en 1970 et 1978. Ils concluent que le

1. La dernière de ces études considère aussi les autres régions du Canada.

rendement du bilinguisme est le même pour les anglophones que pour les francophones en 1978, alors que ce n'était pas le cas en 1970. Ils attribuent cette évolution à plusieurs facteurs, notamment la forte tertiarisation de l'économie et l'importance accrue du secteur public. Cependant, Grenier (1985), qui utilise les mêmes données que Lacroix et Vaillancourt mais avec une autre méthodologie, suggère que l'anglais serait toujours plus rentable que le français en 1978. Ceci ne semble toutefois plus être le cas en 1980, comme le montre aussi Grenier (1986), qui analyse simultanément les revenus des groupes linguistiques et les départs du Québec entre 1976 et 1981. Quand on corrige pour le fait que ces départs ne se sont pas faits aléatoirement, il apparaît que le français serait plus rentable que l'anglais en 1980.

Toutes les études qui ont été faites jusqu'à maintenant sur les disparités linguistiques de revenus présentent l'inconvénient de traiter pareillement les régions en périphérie de Montréal, négligeant en cela les particularités propres à chacune d'elles. Cet inconvénient est d'autant plus sérieux qu'une de ces régions, l'Outaouais, se distingue nettement des autres régions périphériques du Québec tant par sa proximité de l'Ontario et son intégration à la région majoritairement anglophone d'Ottawa que par la présence du gouvernement fédéral, avec sa politique de bilinguisme, comme principal employeur. En fait, l'omission de la région de l'Outaouais comme cadre d'analyse distinct est peut-être moins le résultat d'un manque d'intérêt en soi que de l'importance singulière qu'a revêtu la question linguistique pour le Québec et particulièrement Montréal au cours des quinze ou vingt dernières années. Ainsi, presque toutes les explications des disparités linguistiques de revenus qui ont été avancées faisaient référence explicitement ou implicitement au contexte économique de la région de Montréal. Un autre facteur qui peut expliquer le manque d'intérêt pour la région de l'Outaouais et les autres petites régions est l'absence de données suffisamment désagrégées pour ces régions. Ceci n'est plus le cas maintenant car la bande-échantillon à grande diffusion du recensement de 1981 permet de distinguer la région métropolitaine d'Ottawa-Hull. C'est dans le but de pallier à cette importante omission que nous analysons dans cette étude les disparités linguistiques de revenus telles qu'on pouvait les observer en 1981 dans la région Ottawa-Hull. Nous aurions pu isoler la région de l'Outaouais québécois en utilisant les informations sur la province de résidence et sur la région métropolitaine. Mais comme il est impossible de dissocier le marché du travail de l'Outaouais québécois de celui de la partie ontarienne de cette région, nous avons décidé de faire porter notre étude sur l'ensemble de la région Ottawa-Hull.

Afin de bien situer le contexte à l'intérieur duquel s'insère notre travail, nous présentons d'abord une analyse descriptive du marché du travail dans la région Ottawa-Hull et faisons quelques comparaisons avec

l'ensemble du Québec. Les particularités propres à la région étudiée sont mises en évidence à cette occasion. Nous présentons ensuite les résultats des régressions et analysons la contribution nette des attributs linguistiques aux disparités de revenus. Nous faisons par la suite une analyse spéciale des travailleurs du secteur public. Enfin, dans la dernière section, quelques conclusions sont tirées à la lumière de l'ensemble de l'analyse effectuée dans ce travail.

LE MARCHÉ DU TRAVAIL DANS LA RÉGION OTTAWA-HULL

Pour réaliser cette étude, nous nous sommes servis des données de la bande-échantillon à grande diffusion du recensement de 1981, qui comprend un cinquième de la population totale. Tel que plusieurs autres études l'ont fait dans le passé (par exemple, Boulet, 1980; Vaillancourt, 1980), notre étude se concentre uniquement sur les hommes. Nous avons exclu les femmes parce que la modélisation de la détermination de leurs revenus pose certains problèmes, notamment au niveau de la mesure de leur expérience². Pour les besoins de notre recherche, nous avons aussi exclu tous les individus dont la langue maternelle n'était ni le français ni l'anglais. La principale raison de cette exclusion tient à ce que leur nombre serait insuffisant pour permettre une analyse séparée de leurs revenus. Ensuite, tous les étudiants à temps plein ont été exclus puisque leur revenu ne peut être considéré comme représentatif de leurs attributs socio-économiques. Enfin, les individus dont le revenu (salaire plus revenu d'un travail autonome) était inférieur à zéro ou qui étaient âgés de moins de 15 ans ont également été exclus.

En tenant compte de toutes ces exclusions, notre échantillon total regroupe 3272 hommes. Le tableau A-1 en annexe illustre la répartition de l'échantillon selon l'âge et le bilinguisme³ des répondants. Pour fins de comparaisons, des chiffres pour l'ensemble du Québec sont aussi présentés.

Le tableau 1 donne la proportion des travailleurs qui sont bilingues et compare les revenus des bilingues et des unilingues, selon le groupe

2. Voir à ce sujet Mincer (1974) et Mincer et Polachek (1974). Notons que certaines études sur les effets des attributs linguistiques sur les revenus ont quand même inclus les femmes (Lacroix et Vaillancourt, 1981; Grenier, 1985). Un fait intéressant qui ressort de ces études est que les attributs linguistiques semblent avoir moins d'importance sur le marché du travail des femmes que sur celui des hommes. En ce qui concerne la région de l'Outaouais, une brève analyse du marché du travail des femmes est faite dans Lacroix (1985).

3. Notons que la définition du bilinguisme, comme dans toutes les études de ce genre, provient de l'auto-évaluation des répondants quant à leur capacité de soutenir une conversation dans l'une ou l'autre des langues officielles. Quoique cette définition présente des lacunes évidentes, nous l'avons retenue parce que c'est la seule que permet le recensement. De plus, comme toutes les autres études ont utilisé cette définition, il n'y a aucune raison a priori de penser que notre étude aura un biais par rapport aux autres études.

d'âge, pour la région Ottawa-Hull et pour l'ensemble du Québec. D'abord, on constate que les francophones de la région Ottawa-Hull sont bilingues en proportions beaucoup plus élevées que ceux de l'ensemble du Québec, alors qu'on a la situation contraire pour les anglophones, ceux de la région Ottawa-Hull étant moins bilingues que ceux de l'ensemble du Québec. Ceci n'a évidemment rien de surprenant. La région Ottawa-Hull est en effet fortement dominée par l'Ontario⁴. Pour ce qui est de l'ensemble du Québec, la population se divise à peu près également entre la

TABLEAU 1

PROPORTION DES TRAVAILLEURS BILINGUES ET RAPPORT DU REVENU MOYEN DE TRAVAIL DES BILINGUES SUR CELUI DES UNILINGUES, SELON LE GROUPE D'ÂGE ET LA LANGUE MATERNELLE, RÉGION OTTAWA-HULL ET ENSEMBLE DU QUÉBEC, HOMMES, 1981

Groupe d'âge	Ottawa-Hull		Ensemble du Québec	
	Francophones	Anglophones	Francophones	Anglophones
	Pourcentage de bilingues			
15-24	82	23	35	68
25-34	90	32	46	69
35-44	88	32	48	65
45-54	92	27	47	64
55-64	83	21	44	57
Total	88	29	44	66
	Revenu des bilingues/revenu des unilingues			
15-24	1,03	1,21	1,07	1,11
25-34	1,13	1,08	1,18	1,14
35-44	1,48	1,09	1,31	1,17
45-54	1,30	1,44	1,44	1,08
55-64	1,12	1,09	1,39	1,11
Total	1,29	1,19	1,35	1,08

SOURCE: Bande-échantillon à grande diffusion du recensement de 1981 (voir tableaux A-1 et A-2 en annexe).

4. Notons que les faits suivants à propos de la répartition géographique de notre échantillon. Les trois quarts des individus de l'échantillon habitent l'Ontario et le quart habitent le Québec. Parmi les anglophones, 94 % habitent l'Ontario et parmi les francophones, 44 % habitent l'Ontario (le reste habitant le Québec). Les anglophones de l'Ontario sont bilingues dans une proportion de 26 % alors que ceux du Québec le sont dans une proportion de 62 %. Les francophones de l'Ontario sont bilingues dans une proportion de 96 % alors que ceux du Québec le sont dans une proportion de 81 %. Il y a cependant une difficulté dans l'analyse de la répartition géographique de l'échantillon, c'est que ces chiffres concernent la province de résidence des individus, et non pas la province où ils travaillent. On sait que plusieurs personnes traversent la frontière pour aller travailler mais, malheureusement, aucune information à ce sujet n'était disponible à partir des données que nous avons. Pour cette raison, notre analyse porte sur l'ensemble de la région, sans distinguer chacune des deux provinces. Voir Lacroix (1985) pour une analyse par province.

région bilingue de Montréal et les autres régions périphériques en majorité francophones. De plus, on note que la proportion des bilingues chez les francophones de la région Ottawa-Hull est beaucoup plus élevée que la proportion des bilingues chez les anglophones du Québec, malgré le fait que les premiers représentent un plus grand pourcentage de la population totale que les derniers (voir tableau A-1).

Quant à la répartition par groupes d'âges, on note que, à la fois pour la région Ottawa-Hull et pour l'ensemble du Québec, les travailleurs anglophones de plus de 55 ans sont moins bilingues que les autres. Ceci est peut-être dû au fait que ces travailleurs sont entrés sur le marché du travail à une époque où le français avait moins d'importance que maintenant. Par ailleurs, on constate que les anglophones les plus jeunes de la région Ottawa-Hull sont aussi bilingues dans une moins grande proportion que la moyenne régionale, alors que ce n'est pas le cas pour l'ensemble du Québec. Notons qu'on observe le même phénomène chez les jeunes francophones, à la fois de la région Ottawa-Hull et de l'ensemble du Québec. Dans une certaine mesure, ceci s'explique par le fait que ces jeunes n'ont pas encore eu le temps d'acquérir toutes les connaissances linguistiques nécessaires au marché du travail.

Le tableau A-2 en annexe présente les revenus moyens du travail en 1980 selon l'âge et le bilinguisme pour les anglophones et les francophones de la région Ottawa-Hull et de l'ensemble du Québec. On y apprend que dans la région Ottawa-Hull ce sont les francophones unilingues qui ont le revenu le plus faible et que ce sont les anglophones bilingues qui ont le revenu le plus élevé. On note aussi que les anglophones unilingues disposent d'un revenu moyen supérieur à celui des francophones bilingues.

La deuxième partie du tableau 1 présente les rapports des revenus moyens des bilingues sur ceux des unilingues pour chaque groupe pris séparément. Ceci nous donne une première approximation de l'avantage qu'il y a d'être bilingue, ou encore, du rendement du bilinguisme. C'est une première approximation parce qu'on ne tient pas compte des autres facteurs qui peuvent influencer les revenus. Pour l'ensemble du Québec, le bilinguisme semble être plus rentable pour les francophones que pour les anglophones, mais on note une tendance vers un renversement de situation dans le rendement relatif du bilinguisme entre les deux groupes à mesure que l'on passe des groupes plus âgés aux groupes plus jeunes. Ceci peut s'expliquer par l'augmentation à travers le temps du rôle du français dans la vie économique (voir Grenier, 1984). Dans la région Ottawa-Hull, le bilinguisme est aussi plus rentable dans l'ensemble pour les francophones que pour les anglophones, mais il est intéressant de noter que la différence n'est pas aussi élevée que dans l'ensemble du Québec et la situation varie d'un groupe d'âge à l'autre. En particulier, les

anglophones bilingues âgés de 45 à 54 ans ont un revenu moyen de 44 % plus élevé que leurs collègues unilingues du même groupe d'âge. Cette différence peut sembler surprenante à première vue étant donné ce qu'on observe dans les autres groupes d'âge, mais elle peut s'expliquer par le fait que les bilingues de ce groupe sont en grande partie des cadres du gouvernement fédéral qui ont bénéficié des cours de formation linguistique qui ont été mis généreusement à leur disposition⁵. Le fait qu'on n'observe pas de différence de la sorte chez les anglophones plus jeunes s'explique peut-être par leur moins grande accessibilité à ces programmes de formation linguistique. Par ailleurs, il est intéressant d'observer que le bilinguisme semble être assez rentable pour les anglophones les plus jeunes, ceux de moins de 25 ans, ce qu'on peut tenter d'expliquer ici encore par l'accroissement de l'importance du français au cours des dernières années.

Avant de procéder à une analyse minutieuse des déterminants des revenus, nous avons porté notre regard sur certains facteurs qui pourraient expliquer ceux-ci. La théorie du capital humain nous enseigne qu'il existe une relation positive entre l'éducation et le niveau de revenu. Nous avons donc cherché à voir s'il existait des différences valables dans le niveau d'éducation entre anglophones et francophones, d'une part, et entre les bilingues et les unilingues, d'autre part.

Les résultats apparaissent au tableau 2. Le fait le plus important à noter de ce tableau est sans doute que les anglophones ont une scolarité de beaucoup supérieure à celle des francophones⁶. Par exemple, la proportion d'hommes bilingues anglophones ayant terminé des études secondaires est de 71 %, alors qu'elle n'est que de 50 % pour les francophones bilingues. Cette proportion chez les anglophones est à peu près la même pour les unilingues que pour les bilingues, alors qu'elle n'est que de 28 % chez les francophones unilingues. Au niveau de la formation universitaire, on obtient des résultats semblables. Ainsi, 49 % des anglophones bilingues ont complété au moins trois années universitaires, alors que ce pourcentage tombe à 18 % pour leurs vis-à-vis francophones. Par ailleurs, à l'exception des études post-secondaires autres qu'universitaires, les bilingues ont une meilleure éducation que les unilingues, et ceci est valable autant pour les anglophones que pour les francophones. L'effet

5. Les chiffres du tableau 1 pour le groupe d'âge 45-54 chez les anglophones nous sont apparus au départ tellement surprenants que nous avons pensé qu'il s'agissait d'une erreur de calcul. Nous avons vérifié que ceux-ci étaient bien exacts. À partir de tableaux faits selon la profession et le secteur d'activité (disponibles auprès des auteurs sur demande), nous avons pu observer que 54 % des anglophones bilingues âgés de 45 à 54 ans travaillent dans le secteur de l'administration publique et que 53 % sont des cadres.

6. Notons que le tableau 2 présente les proportions séparément pour les niveaux secondaire, post-secondaire autre qu'universitaire et universitaire, et non pas selon le plus haut niveau atteint comme dans d'autres études.

TABLEAU 2

RÉPARTITION PROCENTUELLE DES TRAVAILLEURS SELON LE NOMBRE D'ANNÉES DE SCOLARITÉ AUX NIVEAUX SECONDAIRE, POST-SECONDAIRE AUTRE QU'UNIVERSITAIRE ET UNIVERSITAIRE, SELON LA LANGUE MATERNELLE ET LE BILINGUISME, RÉGION OTTAWA-HULL, HOMMES, 1981

Scolarité	Francophones		Anglophones	
	Unilingues	Bilingues	Unilingues	Bilingues
	(pourcentages)			
<i>Secondaire:</i>				
8 ^e année ou moins	32	17	6	5
9 ^e — 10 ^e année	27	19	13	9
11 ^e année	13	15	11	14
12 ^e année — 13 ^e année	28	50	69	71
Total	100	100	100	100
<i>Post-secondaire autre qu'universitaire:</i>				
Aucune	84	71	75	76
1-2 années	9	18	16	16
3-4 années	7	11	9	8
Total	100	100	100	100
<i>Universitaire:</i>				
Aucune	95	79	69	44
1-2 années	0	3	7	6
3 années et plus	5	18	24	49
Total	100	100	100	100

SOURCE: Bande-échantillon à grande diffusion du recensement de 1981.

de la variable éducation sur le revenu sera considéré lors de l'analyse de régression, mais il semble déjà, du moins à première vue, que ceci soit un facteur important dans l'explication des revenus inférieurs des francophones.

Un autre facteur important à considérer dans l'étude de la région Ottawa-Hull a évidemment trait au fait que cette région est la capitale du Canada et a par le fait même une structure industrielle très différente de celle du reste du Canada. Le tableau 3 présente la répartition des travailleurs selon le secteur d'activité. On constate que la proportion des travailleurs qu'on retrouve dans le secteur manufacturier n'est que de 10 %, alors qu'elle est de l'ordre de 27 % par exemple dans la région de Montréal. C'est dans le secteur de l'administration publique que l'on retrouve le plus de travailleurs dans la région Ottawa-Hull, soit environ 30 % de l'ensemble des travailleurs (comparativement à environ 7 % pour la région de Montréal). Quoique les données de la bande échantillon du recensement ne permettent pas de distinguer entre les différents niveaux de gouvernement à l'intérieur de ce secteur, il est évident que la grande

TABLEAU 3
RÉPARTITION PROCENTUELLE DES TRAVAILLEURS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ,
SELON LA LANGUE MATERNELLE ET LE BILINGUISME, RÉGION
OTTAWA-HULL, HOMMES, 1981

Secteur d'activité	Francophones			Anglophones		
	Total	Uni-lingues	Bilingues	Total	Uni-lingues	Bilingues
	(pourcentages)					
Agriculture, forêt, mines, chasse et pêche	2	5	1	2	2	—
Industrie manufacturière	12	22	10	8	9	6
Construction	7	11	7	4	4	3
Transport et communications	10	10	10	8	8	7
Commerce et finance	19	15	20	19	21	16
Services	23	22	24	23	23	25
Administration publique	26	15	28	35	32	42
Total	100	100	100	100	100	100

SOURCE: Bande-échantillon à grande diffusion du recensement de 1981.

majorité de ces travailleurs se trouvent dans la fonction publique fédérale. On peut donc analyser ce secteur en fonction de cette hypothèse⁷.

La politique officielle du gouvernement fédéral en matière de bilinguisme consiste à valoriser les travailleurs bilingues en leur offrant une prime⁸. On devrait donc s'attendre à ce que ceux-ci soient proportionnellement plus nombreux dans le secteur de l'administration publique. C'est effectivement ce qu'on observe au tableau 3, à la fois pour les francophones et les anglophones. On devrait s'attendre aussi à ce que le bilinguisme y ait un impact plus important sur le revenu. Nous vérifierons cette hypothèse plus tard.

Parmi les autres secteurs, l'importance du bilinguisme pourra varier en fonction de facteurs qui sont particuliers à chacun d'eux et à chaque

7. Les autres travailleurs du secteur de l'administration publique oeuvrent soit dans le secteur municipal, soit au niveau provincial en Ontario ou au Québec. Dans la mesure où le gouvernement de l'Ontario et la ville d'Ottawa ont adopté une politique visant à offrir des services en français, une partie des résultats de l'analyse de cette étude pourrait être attribuée à ce phénomène. Mais il est probable que le nombre de travailleurs impliqués est trop petit pour que ceci ait un impact.

8. Voir à ce sujet, Conseil du Trésor, *Les politiques révisées des langues officielles dans la Fonction publique du Canada*, septembre 1977.

emploi à l'intérieur de ces secteurs⁹. Ainsi, dans les activités où les contacts avec le public sont importants, on devrait observer une certaine rémunération au bilinguisme de même qu'une plus grande proportion de bilingues. Étant donné que le groupe anglophone représente la majorité de la population, ce sont surtout les francophones qui auront avantage à être bilingues. Les chiffres du tableau 3 corroborent ceci en partie. Les francophones bilingues se retrouvent proportionnellement en plus grand nombre dans les secteurs du commerce, de la finance et des services. On a la même situation chez les anglophones dans le secteur des services. Enfin, les unilingues, à la fois chez les francophones et les anglophones, se retrouvent proportionnellement en plus grand nombre dans les secteurs de l'industrie primaire, de l'industrie manufacturière et de la construction.

ANALYSE DE RÉGRESSION

La section précédente a présenté les différences brutes de revenus entre les sous-groupes de notre échantillon et a proposé quelques éléments d'explication. Nous voulons maintenant aller au-delà de ces comparaisons sommaires et chercher à mesurer l'effet net des différents facteurs qui entrent dans la détermination du revenu des hommes. Pour mener à bien notre tâche, nous aurons recours à l'analyse de régression. Différentes spécifications sont proposées afin de bien faire ressortir l'effet des attributs linguistiques.

La forme fonctionnelle de base est une équation semi-logarithmique dans laquelle la variable dépendante est le logarithme naturel du revenu de travail en 1980. Les variables indépendantes sont le niveau d'éducation, désagrégé à l'aide de variables dichotomiques en plusieurs paliers, le nombre d'années d'expérience sur le marché du travail et l'expérience au carré. A priori on s'attend à obtenir des paramètres positifs pour les deux premières variables, et un paramètre négatif pour le troisième puisque le revenu augmente habituellement à un taux de croissance négatif avec l'âge.

En plus de ces variables exogènes, nous avons introduit certains facteurs de standardisation dans nos régressions. Le premier de ceux-ci, le nombre de semaines de travail, est rendu nécessaire du fait que nous travaillons avec le revenu annuel des individus. Le seul autre facteur de standardisation, le statut matrimonial, a été utilisé par plusieurs auteurs et leurs régressions ont montré qu'il pouvait être un facteur explicatif

9. Pour une discussion détaillée de ces différents facteurs, voir Lacroix et Vaillancourt (1981).

important dans la détermination du revenu. Dans le cas des hommes mariés, on s'attend à ce que ce paramètre soit positif en raison des responsabilités accrues qu'ils ont habituellement à assumer comparativement aux célibataires, ce qui peut les rendre plus stables aux yeux des employeurs.

Afin d'évaluer l'effet net du bilinguisme sur le revenu, nous avons introduit des variables représentant les attributs linguistiques. Les coefficients de ces variables peuvent être interprétés comme étant la différence en pourcentage du revenu par rapport au groupe de référence¹⁰. Lorsque les régressions sont effectuées pour l'échantillon regroupant les francophones et les anglophones, les anglophones unilingues constituent le groupe de référence. Lorsqu'elles sont effectuées pour chacun des groupes linguistiques séparément, les unilingues de chaque groupe constituent la catégorie de référence dans les deux cas¹¹.

Nous avons également incorporé une variable représentant les transferts linguistiques de francophones et d'anglophones dans nos régressions. Par transfert linguistique on entend le fait qu'un individu de langue maternelle française (anglaise) utilise la langue anglaise (française) à la maison. Il est permis de penser que les francophones ayant effectué un tel transfert pourront plus facilement s'intégrer au marché du travail, et ainsi en retirer des bénéfices.

Une première régression a été effectuée en regroupant les hommes des deux groupes linguistiques. Les résultats de cette régression figurent au tableau 4. Ils révèlent que les francophones et les anglophones bilingues ont un avantage de revenu de l'ordre de 6,4 % et 7,0 % respectivement, par rapport aux anglophones unilingues. Ce résultat concorde avec ceux obtenus par Lacroix et Vaillancourt (1981) en analysant l'état des disparités linguistiques de revenus en 1978 sur le marché montréalais. Ce qui est surprenant cependant, c'est que les unilingues francophones disposent, eux, d'un avantage de plus de 11,1 % par rapport au même groupe de référence. Dans aucune étude effectuée par le passé a-t-on obtenu un tel résultat. Au mieux, Lacroix et Vaillancourt (1981) observaient qu'il n'y avait pas de différences significatives dans le revenu moyen des unilingues des deux groupes linguistiques.

10. Ceci est vrai pour des pourcentages relativement petits. Strictement parlant, il faut utiliser $e^b - 1$, où b est le coefficient de régression.

11. Les variables dichotomiques pour les attributs linguistiques dans nos régressions ont été définies de la façon traditionnelle, c'est-à-dire en choisissant une catégorie omise qui sert de pivot aux comparaisons. C'est aussi ce que Vaillancourt (1980), Lacroix et Vaillancourt (1981) et Carliner (1981) ont fait. Cette façon diffère cependant de celle de Boulet et Raynauld (1977) et de Boulet (1980), qui utilisent le revenu moyen du marché comme pivot pour les comparaisons.

TABLEAU 4
ANALYSE DE RÉGRESSION, ÉCHANTILLONS COMBINÉS, HOMMES
FRANCOPHONES ET ANGLOPHONES, OTTAWA-HULL, 1980
VARIABLE DÉPENDANTE: LOG DU REVENU DU TRAVAIL ANNUEL

Variables	Moyenne	Coefficient de régression (écart-type)	Variable	Moyenne	Coefficient de régression (écart type)
Constante	1	4,462 (0,102)	<i>Lnsem</i>	3,786	1,035 (0,026)
<i>Scol</i> (9-10)	0,150	0,112 (0,043)	<i>Marié</i>	0,766	0,256 (0,029)
<i>Scol</i> (11)	0,130	0,233 (0,047)	<i>F-uni</i>	0,046	0,111 (0,051)
<i>Scol</i> (12-13)	0,615	0,392 (0,041)	<i>F-bil</i>	0,336	0,064 (0,025)
<i>Nonunviv</i> (1 +)	0,260	0,110 (0,024)	<i>A-bil</i>	0,175	0,070 (0,031)
<i>Univ</i> (3 +)	0,249	0,408 (0,026)	<i>Trans (F)</i>	0,057	0,002* (0,046)
<i>Exper</i>	18,689	0,063 (0,0029)	<i>Trans (A)</i>	0,017	-0,060* (0,082)
<i>Exper 2</i>	563,628	-0,001 (0,00006)	R ²		0,59
			N		3198

* Le paramètre n'est pas statistiquement différent de zéro au seuil de signification de 95 %.

Comment interpréter ce résultat? Doit-on en conclure que la connaissance de l'anglais ne serait pas utile aux francophones de la région Ottawa-Hull et leur serait même néfaste? Pas nécessairement. Nous avons noté déjà en analysant le tableau 1 que les francophones étaient bilingues dans une proportion beaucoup plus élevée que les anglophones. Dans la mesure où ces proportions sont les résultats des forces d'attraction relatives des deux langues, ceci devrait suggérer au contraire que l'anglais est plus rentable que le français. Une façon d'expliquer ces résultats pour le moins contradictoires est de faire appel à un phénomène d'auto-sélection. En effet, vu leur faible nombre (4,6 % seulement de l'ensemble de l'échantillon), il est probable que les francophones unilingues parviennent à trouver des emplois qui ne requièrent pas la connaissance de la langue seconde de sorte à ne pas être pénalisés par leur handicap linguistique. Parallèlement, les anglophones unilingues, en raison de leur grand nombre, ne peuvent possiblement pas tous trouver des emplois leur évitant d'être pénalisés par rapport à leurs confrères bilingues, leur infériorité salariale en témoignant peut-être. Nous reviendrons un peu plus loin sur cette question.

Par ailleurs, tous les autres coefficients de la régression affichent le signe attendu, et tous, à l'exception des deux variables de transfert linguistique, sont significativement différents de zéro. Cependant, en effec-

tuant une régression sur l'échantillon combiné, on fait en sorte que les paramètres des variables autres que linguistiques soient les mêmes pour les francophones et les anglophones. Or il peut être soutenu que les deux groupes linguistiques font face à des marchés du travail différents, ce qui leur permettrait de rentabiliser, chacun à sa manière, sa scolarité, son expérience, etc. Afin de permettre ceci, nous avons effectué une régression pour chacun des deux échantillons pris séparément. Les résultats de ces régressions apparaissent au tableau 5.

TABLEAU 5
ANALYSE DE RÉGRESSION, ÉCHANTILLONS SÉPARÉS, HOMMES
FRANCOPHONES ET ANGLOPHONES, OTTAWA-HULL, 1980
VARIABLE DÉPENDANTE: LOG DU REVENU DE TRAVAIL ANNUEL

Variables	Francophones		Anglophones	
	Moyenne	Coefficient de régression (écart-type)	Moyenne	Coefficient de régression (écart-type)
Constante	1	5,023 (0,153)	1	4,133 (0,137)
<i>Scol</i> (9-10)	0,197	0,116 (0,057)	0,121	0,139 (0,067)
<i>Scol</i> (11)	0,145	0,214 (0,066)	0,121	0,273 (0,069)
<i>Scol</i> (12-13)	0,478	0,339 (0,058)	0,701	0,437 (0,062)
<i>Nonunviv</i> (1 +)	0,275	0,081 (0,037)	0,251	0,126 (0,031)
<i>Univ</i> (3 +)	0,159	0,413 (0,047)	0,304	0,403 (0,031)
<i>Exper</i>	18,843	0,054 (0,005)	18,589	0,067 (0,004)
<i>Exper 2</i>	544,434	-0,0009 (0,00009)	531,558	-0,001 (0,00007)
<i>Lnsem</i>	3,777	0,932 (0,040)	3,792	1,109 (0,035)
<i>Marié</i>	0,776	0,287 (0,097)	0,760	0,240 (0,037)
<i>Bil</i>	0,873	-0,009* (0,049)	0,284	0,069 (0,031)
<i>Trans</i>	0,149	0,009* (0,046)	0,027	-0,050* (0,083)
R ²	0,54		0,62	
N	1231		1968	

* Le paramètre n'est pas statistiquement différent de zéro au seuil de signification de 95 %.

L'examen de ce tableau nous montre qu'il semble exister effectivement des différences dans la rétribution relative de la scolarité des francophones et des anglophones, à l'avantage de ces derniers. En effet, on constate que les coefficients des différentes catégories de scolarité sont tous plus élevés dans le cas des anglophones, à l'exception de la variable *UNIV(3+)* (3 années universitaires complétées ou plus)¹². Ceci pourrait être dû au fait que les anglophones, de par leur appartenance au réseau d'information principal, ont plus facilement accès aux postes leur permettant le mieux de mettre à profit leur éducation, peut-être parce que les institutions d'enseignement anglophones offrent une éducation plus orientée en fonction des besoins du marché.

En ce qui concerne les attributs linguistiques, on note d'abord que le bilinguisme des anglophones leur procure un avantage de revenu de 7 % par rapport à leurs confrères unilingues. Ceci confirme les résultats du tableau 4. Cependant, lorsque l'on considère la régression pour les francophones, on obtient encore le résultat déroutant que le francophone bilingue ne dispose pas d'un avantage pécuniaire sur son confrère unilingue. Plus exactement, le bilinguisme semble générer un rendement négatif, quoique non significatif. Tel que mentionné auparavant, cet état de fait peut possiblement être le résultat du phénomène d'auto-sélection. Comme l'un de nous l'a souligné ailleurs (Grenier, 1985, p. 252): «Il est possible que les individus qui choisissent de devenir bilingues soient ceux qui ont des caractéristiques non observables favorables à un haut revenu comme bilingues et que ceux qui choisissent de rester unilingues soient ceux qui ont des caractéristiques non observables favorables à un haut revenu comme unilingues. Si c'est le cas, les échantillons des bilingues et des unilingues ne sont pas aléatoires et les comparaisons de revenus peuvent être faussées». Et puisque les hommes francophones unilingues ne constituent qu'une très faible minorité dans la région Ottawa-Hull, cette éventualité apparaît d'autant plus probable.

LES FRANCOPHONES UNILINGUES DE LA RÉGION OTTAWA-HULL

Étant donné que les résultats des régressions précédentes en ce qui concerne le rendement du bilinguisme pour les francophones vont à l'encontre de nos attentes et des résultats de toutes les études qui ont été faites jusqu'à maintenant, il vaut la peine de s'y attarder quelque peu. Nous avons attribué ceux-ci à la présence d'un biais de sélection qui fait que la variable bilinguisme n'est pas vraiment exogène. Une autre façon de voir les choses est de considérer le marché des attributs linguistiques à la façon de Carliner (1981). Ainsi, il y a sur le marché une offre et une demande pour les travailleurs qui connaissent l'anglais de même qu'une

12. Il faut noter cependant que ces différences ne sont pas statistiquement significatives à un niveau élevé. L'explication qui suit doit tenir compte de cette réserve.

offre et une demande pour les travailleurs qui connaissent le français. La constatation faite dans les études antérieures que le bilinguisme à Montréal et dans l'ensemble du Québec avait un rendement plus élevé pour les francophones que pour les anglophones peut être attribué au fait que la composition de la population de langue maternelle française et anglaise était telle qu'il y avait initialement une offre excédentaire de travailleurs parlant le français et une demande excédentaire de travailleurs parlant l'anglais; ce déséquilibre faisait que la connaissance de l'anglais rapportait plus que la connaissance du français et qu'il y avait un gain pour les francophones à devenir bilingues.

Or, dans la région Ottawa-Hull, même si la demande pour les travailleurs francophones unilingues est très faible, leur offre est aussi très petite, de telle sorte qu'il n'y a pas de déséquilibre sur le marché. Même si l'anglais domine fortement, il y a certains sous-secteurs du marché où seul le français est utilisé. Nous avons noté en analysant le tableau 3 ci-dessus que les francophones unilingues se retrouvent surtout dans certains secteurs (industries primaire, manufacturière et de la construction). De plus, une analyse par province et par profession nous a indiqué que 85 % d'entre eux habitent le Québec et que 69 % sont des employés de la production¹³. Il y a du côté québécois de l'Outaouais des entreprises, par exemple dans le secteur des pâtes et papier, qui engagent des travailleurs francophones. Ces entreprises paient aussi des salaires assez élevés. C'est dans celles-ci que la plupart des francophones unilingues se trouvent¹⁴.

LES TRAVAILLEURS DU SECTEUR DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Nous nous sommes par la suite interrogés à savoir si le secteur de la fonction publique, vu son importance particulière dans l'économie régionale, contribuait positivement ou non au revenu moyen des employés de ce secteur par rapport à ceux du secteur privé. Nous avons d'abord fait une régression dans laquelle nous avons ajouté une variable dichotomique représentant l'appartenance à ce secteur à la liste de variables déjà incluses¹⁵. Les résultats indiquent que la fonction publique procure des bénéfices aux anglophones et aux francophones, mais peut-être davantage encore pour ces derniers. Afin d'isoler encore plus l'effet de la

13. Voir Lacroix (1985), tableaux 4-1 et A-6.

14. Voir Lacroix (1985). Le tableau A-7 de ce texte montre que les francophones unilingues qui ont les revenus les plus élevés sont dans les secteurs de l'industrie manufacturière et de la construction. Une autre hypothèse que nous n'avons pas pu tester est qu'un certain nombre de ces francophones unilingues seraient nés à l'extérieur de la région et seraient venus s'y établir après qu'on leur eût offert un emploi bien rémunéré.

15. Les résultats de ces régressions ne sont pas présentés ici étant donné qu'ils ressemblent beaucoup à ceux du tableau 5 (voir Lacroix, 1985, tableau B-3, pour les résultats détaillés). Les coefficients (erreur-type) de la variable qui nous intéresse, soit l'appartenance à la fonction publique, sont 0,128 (0,037) pour les francophones et 0,106 (0,028) pour les anglophones.

fonction publique sur le revenu moyen, des régressions supplémentaires ont été effectuées en utilisant un échantillon regroupant uniquement les fonctionnaires. Les résultats de ces régressions, qui figurent au tableau 6, nous montrent que les attributs linguistiques sont davantage rémunérés dans le secteur public que dans le secteur privé. Par exemple, les anglophones bilingues y jouissent d'un avantage de plus de 11 % par rapport à leurs collègues unilingues. En ce qui concerne les francophones, contrairement à ce que nous avons obtenu auparavant, le bilinguisme procure un rendement positif de 7 %, malgré que celui-ci ne soit pas statistiquement significatif. Et fait intéressant, il semble que les francophones y

TABLEAU 6
ANALYSE DE RÉGRESSION, ÉCHANTILLONS SÉPARÉS, REGROUPANT
UNIQUEMENT LES TRAVAILLEURS DU SECTEUR DE L'ADMINISTRATION
PUBLIQUE, HOMMES FRANCOPHONES ET ANGLOPHONES, 1980
VARIABLE DÉPENDANTE: LOG DU REVENU DE TRAVAIL ANNUEL

Variables	Francophones		Anglophones	
	Moyenne	Coefficient de régression (écart-type)	Moyenne	Coefficient de régression (écart-type)
Constante	1	5,372 (0,219)	1	4,611 (0,299)
<i>Scol</i> (9-10)	0,151	0,155 (0,082)	0,079	-0,014* (0,102)
<i>Scol</i> (11)	0,151	0,334 (0,088)	0,125	0,159* (0,100)
<i>Scol</i> (12-13)	0,576	0,312 (0,077)	0,759	0,216 (0,093)
<i>Nonuniv</i> (1+)	0,337	0,012* (0,045)	0,289	0,097 (0,036)
<i>Univ</i> (3+)	0,267	0,491 (0,049)	0,418	0,348 (0,037)
<i>Exper</i>	19,779	0,044 (0,006)	20,548	0,065 (0,005)
<i>Exper</i> 2	559,064	-0,0007 (0,0001)	581,152	-0,0011 (0,00009)
<i>Lnsem</i>	3,841	0,886 (0,055)	3,888	1,079 (0,075)
<i>Marié</i>	0,843	0,149 (0,063)	0,863	0,144 (0,052)
<i>Bil</i>	0,919	0,071* (0,076)	0,338	0,110 (0,037)
<i>Trans</i>	0,166	0,073* (0,055)	0,023	-0,141* (0,109)
R ²	0,66		0,54	
N	344		722	

* Le paramètre n'est pas statistiquement différent de zéro au seuil de signification de 95 %.

utilisent plus efficacement leur éducation que les anglophones. Mais ceci ne devrait peut-être pas nous surprendre: la politique fédérale en matière d'emploi au sein de la fonction publique cherche à faire en sorte que «les deux principaux groupes linguistiques du pays soient représentés équitablement dans les services fédéraux»¹⁶. Cet objectif fut à toute fin utile atteint dès 1981¹⁷. Il est donc probable que le recrutement d'employés dans la fonction publique fédérale s'est fait en faisant appel à des réseaux d'information différents de ceux du secteur privé.

CONCLUSION

L'objectif de cette étude était d'analyser les disparités linguistiques de revenus dans la région Ottawa-Hull. Tel que nous l'avons noté, cette région présente des particularités qui la distinguent de toutes les autres régions du Canada.

Lorsque l'on compare la situation dans la région Ottawa-Hull à celle qui existe dans l'ensemble du Québec, on remarque qu'il y a à la fois des similarités et des différences. Au niveau des disparités de revenus globales entre anglophones et francophones, on a à peu près la même situation dans la région Ottawa-Hull que dans l'ensemble du Québec. En effet, dans les deux cas, le revenu moyen des travailleurs anglophones est d'environ 15 % supérieur à celui des travailleurs francophones. Comme dans l'ensemble du Québec aussi, la connaissance du français apporte des avantages aux anglophones de la région Ottawa-Hull. Mais ceci est évidemment relié à un phénomène différent de celui de l'ensemble du Québec, soit la présence du gouvernement fédéral dans la région avec sa politique de bilinguisme.

Il y a aussi des différences notables entre la région Ottawa-Hull et l'ensemble du Québec. Vu sous un certain angle, l'état des disparités de revenus dans la région Ottawa-Hull en 1980 est semblable à celui qui existait au Québec en 1970. Ainsi, l'anglophone unilingue dans la région Ottawa-Hull en 1980 dispose d'un revenu moyen supérieur à celui du francophone bilingue. C'était aussi ce qu'on observait dans l'ensemble du Québec en 1970, mais ce n'est plus le cas en 1980, le francophone bilingue ayant dépassé l'anglophone unilingue (voir Boulet et Lavallée, 1983). Il reste donc du rattrapage à faire à ce sujet dans la région Ottawa-Hull.

Sûrement la différence la plus importante entre notre étude et les études antérieures qui ont été faites pour la région de Montréal ou pour le

16. Conseil du Trésor, *Les politiques révisées des langues officielles dans la fonction publique du Canada*, septembre 1977.

17. En 1981, le nombre d'employés francophones travaillant pour la fonction publique s'élevait à plus de 56 044, soit 26,4 % de l'effectif global. Voir Commission de la fonction publique, *Rapport annuel 1981*, p. 30.

Québec est que notre analyse de régression n'a pas révélé que le bilinguisme était rentable pour les francophones. Cependant, nous avons suggéré que ce résultat pouvait être biaisé, c'est-à-dire que le bilinguisme serait vraiment rentable même si le coefficient de régression ne l'indique pas. En fait, toutes les autres indications que nous avons suggèrent que la connaissance de l'anglais est utile aux francophones de la région de l'Outaouais. Ce genre de biais de sélection auquel nous avons fait référence pourrait être testé en utilisant des méthodes économétriques plus sophistiquées que celles que nous avons utilisées ici (voir Grenier, 1985). Comme cette étude est la première qui concerne la région Ottawa-Hull, nous avons préféré ne pas utiliser ces méthodes et nous en tenir aux techniques d'analyse traditionnelles, soit le modèle de régression ordinaire. Mais il est clair que ces méthodes pourraient être utilisées dans une étude ultérieure.

TABLEAU A-1
RÉPARTITION DE L'ÉCHANTILLON SELON LE GROUPE D'ÂGE ET LE BILINGUISME,
RÉGION OTTAWA-HULL ET ENSEMBLE DU QUÉBEC, HOMMES, 1981

Groupes d'âges	Ottawa-Hull						Ensemble du Québec ^a					
	Francophones			Anglophones			Francophones			Anglophones		
	Total	Bi-lingues	Uni-lingues	Total	Bi-lingues	Uni-lingues	Total	Bi-lingues	Uni-lingues	Total	Bi-lingues	Uni-lingues
15-24	215	176	39	313	73	240	6 845	2 396	4 449	821	558	263
25-34	462	413	49	672	216	456	8 599	3 956	4 643	979	675	304
35-44	233	204	29	422	134	288	6 170	2 962	3 208	743	483	260
45-54	249	229	20	357	98	259	4 702	2 210	2 492	601	385	216
55-64	111	92	19	238	51	187	2 980	1 311	1 669	543	310	233
Total	1 270	1 114	156	2 002	572	1 420	29 296	12 835	16 461	3 687	2 411	1 276

a. Les chiffres pour l'ensemble du Québec sont tirés de Grenier (1984).

SOURCE: Bande-échantillon à grande diffusion du recensement de 1981.

TABLEAU A-2
REVENU MOYEN DE TRAVAIL SELON LE GROUPE D'ÂGE ET LE BILINGUISME,
RÉGION OTTAWA-HULL ET ENSEMBLE DU QUÉBEC, HOMMES, 1980

Groupes d'âges	Ottawa-Hull				Ensemble du Québec ^a			
	Francophones		Anglophones		Francophones		Anglophones	
	unilingues	bilingues	unilingues	bilingues	unilingues	bilingues	unilingues	bilingues
15-24	9 411	9 720	8 157	9 909	7 487	7 900	5 969	6 651
25-34	16 679	18 863	19 265	20 873	15 600	18 360	15 923	18 204
35-44	16 046	23 811	26 464	28 760	18 187	23 871	22 312	26 172
45-54	18 753	24 345	25 021	36 009	17 277	24 804	23 774	25 718
55-64	17 512	19 676	24 552	26 823	14 704	20 497	21 664	23 986
Total	15 023	19 328	20 362	24 238	14 073	19 003	17 587	19 052

a. Les chiffres pour l'ensemble du Québec sont tirés de Grenier (1984).

SOURCE: Bande-échantillon à grande diffusion du recensement de 1981.

BIBLIOGRAPHIE

- BOULET, JAC-ANDRÉ (1980), *La langue et le revenu du travail à Montréal*, Ottawa, Conseil économique du Canada, 135 pages.
- , et LAVALLÉE, LAVAL (1983), *L'évolution des disparités linguistiques de revenu du travail au Canada de 1970 à 1980*, Ottawa, Conseil économique du Canada, Document n° 245, 71 pages.
- et RAYNAULD, ANDRÉ (1977), *L'analyse des disparités de revenus suivant l'origine ethnique et la langue sur le marché montréalais en 1961*, Ottawa, Conseil économique du Canada, Document n° 83.
- CARLINER, GEOFFREY (1981), «Wage Differences by Language Group and the Market for Language Skills in Canada», *Journal of Human Resources*, vol. XVI, n° 3, été, pp. 384-399.
- GRENIER, GILLES (1984), *Les rendements de l'anglais et du français sur le marché du travail au Québec*, Ottawa, Département de science économique, Faculté des sciences sociales, Université d'Ottawa, Cahier de recherche 8408.
- (1985), «Bilinguisme, transferts linguistiques et revenus du travail au Québec: quelques éléments d'interaction», dans Vaillancourt, François, *Revenus et langues*, Québec, Gouvernement du Québec, Dossiers du Conseil de la langue française, n° 20, pp. 243-287.
- (1986), *Earnings by Language Group in Quebec in 1980 and Migration Outside Quebec between 1976 and 1981*, Ottawa, Département de Science économique, Faculté des sciences sociales, Université d'Ottawa, Cahier de recherche 8602.
- LACROIX, GUY (1985), *Les revenus et la langue: le cas de la capitale nationale*, Ottawa, Département de science économique, Faculté des sciences sociales, Université d'Ottawa, Mémoire de maîtrise non publié, 57 pages.
- LACROIX, ROBERT, et VAILLANCOURT, FRANÇOIS (1981), *Les revenus et la langue au Québec (1970-1978)*, Québec, Conseil de la langue française, Dossier n° 8, 176 pages.
- MINCER, JACOB (1974), *Schooling, Experience and Earnings*, New York, National Bureau of Economic Research.
- et POLACHEK, SOLOMON (1974), «Family Investment in Human Capital: Earnings of Women», *Journal of Political Economy*, Vol. 82, n° III, mars-avril, pp. 76-100.
- VAILLANCOURT, FRANÇOIS (1980), *Differences in Earnings by Language Groups in Quebec in 1970: An Economic Analysis*, Québec, Centre international de recherche sur le bilinguisme, publication B-90, 239 pages.